



Vivez les élections américaines  
avec notre envoyé spécial

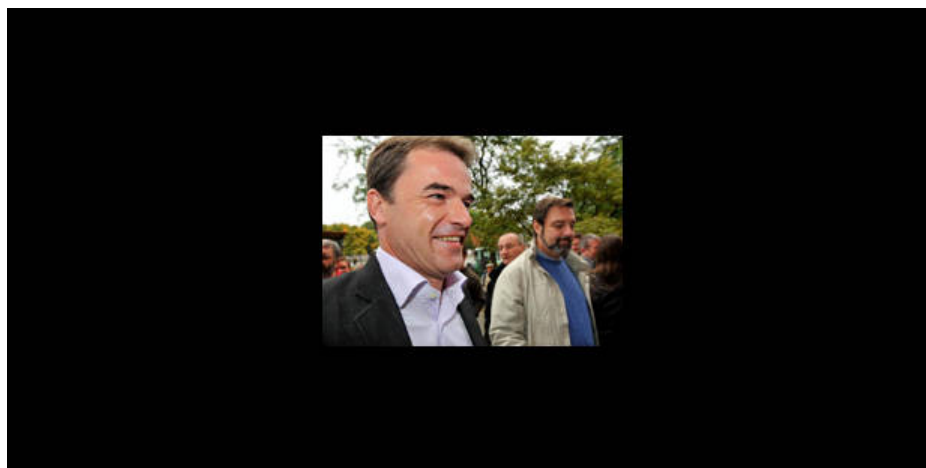
1,25€ /SEMAINE

Je m'abonne

(<https://www.ipmstore.be/1-25-LLB-USA-V2>)

## Lutgen plaide l'exception agricole

XAVIER DUCARME Publié le samedi 03 octobre 2009 à 07h25 - Mis à jour le samedi 03 octobre 2009 à 07h36



**BELGIQUE** C'est donc lundi que se réuniront à Bruxelles les ministres européens de l'Agriculture pour traiter des mesures éventuelles à prendre pour répondre à la grogne des producteurs de lait. Il appartiendra à la ministre fédérale de l'Agriculture de défendre la position belge, moyen terme entre les positions flamande et wallonne. Une réunion aux conclusions très attendues, et dont dépend la reprise ou non de la grève du lait. Le ministre wallon Benoît Lutgen défend l'idée d'une exception agricole en Europe. Il s'en explique.

*Quelle sera la position que la Belgique défendra au cours de cette réunion ?*

On peut dire en quelque sorte que la Belgique a rejoint "l'axe franco-wallo-allemand" qui défend farouchement le maintien au sein de l'agriculture européenne d'une certaine régulation de marché.

En 2003, la décision a été prise d'augmenter progressivement les quotas de production jusqu'en 2015, date à laquelle ils disparaîtraient totalement, laissant le marché agricole à la seule loi de l'offre et de la demande. Je me suis toujours opposé à cette dérégulation.

*Pour quelle raison ?*

Parce que j'estime que l'agriculture n'est pas une activité économique comme les autres. Elle doit pouvoir bénéficier d'une exception. Ce qui n'est pas acceptable, c'est que l'on a programmé la disparition du système des quotas sans prévoir autre chose, sans imaginer un autre système de régulation pour le remplacer. On ne peut pas laisser nos agriculteurs devant les seules lois du marché.

*Pourquoi l'agriculteur devrait-il bénéficier d'une telle protection, échapper aux lois économiques qui régissent les autres secteurs ?*

Parce que dans notre alimentation, dans ce que nous mangeons tous les jours, il y a une valeur sociale, une valeur environnementale et une valeur humaine. Parce qu'aussi, il faut nourrir en quantité et en qualité suffisantes l'ensemble de la population européenne. Considérer un produit agricole comme une simple marchandise, c'est faire fausse route, c'est nier toute la série d'enjeux autres que purement économiques qui y sont liés : la santé, l'environnement, le bien-être animal, ou encore l'aménagement du territoire. Sans parler de l'autonomie alimentaire de l'Europe. Car si on laissait le marché complètement dérégulé, les Vingt-Sept prendraient le risque de devenir dépendants pour leur approvisionnement alimentaire. Tous les pays qui dépendent des autres pour se nourrir sont des pays fragiles, exposés à des conflits.

*Vous avez des exemples ?*

Regardez ce qui se passe pour l'alimentation animale. Dans ce secteur, l'Europe n'est pas du tout autonome. Aujourd'hui, près de 80 pc de l'alimentation du bétail élevé dans les pays de l'Union sont importés. Et maintenant, on se rend compte que le fait d'avoir abandonné les filières locales est source de problèmes. La nourriture venue d'ailleurs contient des OGM, avec toutes les conséquences que cela peut avoir notamment sur la biodiversité chez nous. Voilà un effet concret de ce que peut produire un laisser-aller du marché.

*Ceci dit, pour lundi, il y a une urgence. Les agriculteurs veulent des réponses immédiates. Qu'est-ce que vous attendez de ce sommet pour éviter que les grèves ne repartent de plus belle ?*

Tout d'abord, la Belgique va demander que l'on gèle les quotas laitiers, au lieu de les augmenter chaque année. A titre personnel, j'aurais préféré que l'on en demande la réduction. Mais voilà, cela fait partie du compromis.

Sur le court terme, la Commission européenne peut aussi intervenir sur le prix du marché, par toute une série de mécanismes, pour éviter sa grande volatilité. Il ne faut pas oublier qu'en 2007, la prix du lait n'avait jamais été aussi élevé. Il n'y avait alors personne pour se plaindre de l'augmentation des quotas. C'est la crise économique mondiale et la chute de la demande qui a provoqué cette dégringolade.

On pourrait aussi rapidement permettre d'incorporer du lait dans la nourriture du bétail.

Sur le plus long terme, il faudrait que les ministres assurent au monde agricole que si, malgré tout, on supprime le système des quotas, il sera remplacé par un autre système de régulation. Sinon, la production va irrémédiablement se concentrer chez les plus forts, et les petits agriculteurs disparaîtront.

*1 sur 2  
Un autre système que les quotas, cela pourrait prendre quelle forme ?*

Je plaide pour un système qui permette aux producteurs de se regrouper pour vendre leurs produits, afin qu'ils puissent négocier leur prix avec plus de poids.

*Le secteur de la distribution dit pourtant qu'il ne gagne grand-chose sur le lait.*

Oui, mais les chiffres qu'il produit ne concernent que le lait demi-écrémé à prix écrasé qu'il utilise comme produit d'appel dans ses magasins. On n'entend jamais évoquer les marges qui sont réalisées sur les autres produits laitiers, comme les fromages ou autres produits à base de poudre de lait. Dans ce cadre, la mise sur pied d'un observatoire européen des prix et des marges doit être encouragée.

Il faut aussi conscientiser le consommateur, qui ne se rend pas toujours compte combien ses choix peuvent aussi être des gestes citoyens. En choisissant un produit plutôt qu'un autre dans un rayon, il peut faire changer les choses. Nous devons faire des efforts pédagogiques plus intenses vers la population.

*Que pensez-vous d'un renforcement des sanctions à l'égard de ceux dont la production dépasse les quotas ?*

Il faut reconnaître que le système des quotas n'est pas exempt de défauts. Il a parfois tendance à déresponsabiliser l'agriculteur dans la mesure où, actuellement, celui qui dépasse son quota de production n'est pas sanctionné individuellement. C'est l'Etat ou le secteur auquel il appartient qui paie l'amende. Il faudrait que le producteur soit pénalisé personnellement. Et cela aussi, on peut le décider lundi.

*Et que pensez-vous de la prime d'abatage, suggérée par José Happart, qui permettrait de réduire les capacités de production ?*

C'est une fausse bonne idée. Le risque est de se retrouver face à une surproduction ingérable de viande bovine et une chute immédiate des prix au niveau européen. Au lieu de le résoudre, on déplacerait le problème.

*Quel est votre sentiment face aux épandages de lait dans les champs ?*

C'est l'énergie du désespoir. On avait déjà vécu cela avec des fruits en France ou en Espagne, et c'était déjà choquant. Avec le lait, c'est pire. Mais je respecte tous les agriculteurs, qu'ils soient syndiqués ou non, qu'ils manifestent ou non.

*Pourquoi ces manifestations n'ont lieu qu'en Wallonie et pas en Flandre ?*

Je crois que cela est dû à une différence de culture mais aussi d'organisation. Le prix d'achat d'un quota laitier en Flandre est dix fois plus élevé en Flandre qu'en Wallonie où un fonds de solidarité a été créé pour attribuer les quotas abandonnés par les fermes en fin d'exploitation prioritairement aux jeunes agriculteurs. Ce système n'existe pas en Flandre où ce sont ceux qui ont le plus de moyens qui rachètent les quotas disponibles. Mais il ne faut pas croire que la Flandre s'en sort mieux que nous. En 2008, il y a eu proportionnellement plus d'exploitations agricoles qui ont disparu dans le nord que dans le sud du pays.

© La Libre Belgique 2009

-PUBLI-INFO



## Les technologies inédites de la nouvelle gamme Audi A3

La nouvelle gamme Audi A3 relève les standards des voitures compactes premium en proposant de série ou en option des technologies présentes sur les modèles supérieurs, mais inédites sur ce segment.

Découvrir la gamme

Proposé par Audi

J'aime 170 332

Suivre @lalibrebe

Suivre 1 760

Suivez l'actualité où que vous soyez avec nos applications mobiles

(<http://www.lalibre.be/page/mobile>)